

ATTENTION À LA FERMETURE DES PORTES

Juliette Carré a 20 ans. Pas vraiment l'âge pour dire « Plus le temps passe, moins j'y crois. » Avec sa formation en montage audiovisuel, elle n'avait pourtant pas choisi la voie la plus embouteillée. Et sa première année de BTS s'est bien passée. Mais la crise sanitaire a brisé les certitudes les plus solides. « *Tout s'est bouché depuis le confinement, même le baby-sitting! Je cherche une alternance depuis le mois de mars. Après octobre, ce sera trop tard pour pouvoir m'inscrire en deuxième année de BTS. Si je ne trouve rien, je tenterai de me servir de ma première année pour décrocher un job. Et si cela ne fonctionne pas, j'essayerai vendeuse.* » Simon Tchoukriel, lui, a 25 ans, et vient d'en passer six aux États-Unis. Après des études de cinéma à Lyon, il avait été embauché par un club de foot new-yorkais. Il y a réalisé un film, avant de reprendre un master consacré à l'écriture documentaire. « *Je suis rentré en France au mois de mars et aujourd'hui, j'ai beau avoir un visa étudiant je n'ai pas le droit de repartir là-bas car les cours sont dispensés en ligne. Je ne vais plus pouvoir payer l'appartement que j'y ai gardé. Je cherche un travail à Paris en attendant le retour à la normale, mais ma vie n'est pas en France!* »

Étrange rentrée. Des centaines d'étudiants font une croix sur leur année d'Erasmus à l'étranger. D'autres envisagent de changer d'orientation. Sébastien Malige, administrateur des Centres de formation d'apprentis pour les métiers du tourisme, parle d'une « hécatombe » : il y a deux à trois fois moins de contrats que l'année dernière. Disneyland, qui d'habitude en concluait une quarantaine par an, a fait tomber le curseur à... zéro. « *L'État est présent au côté de la filière apprentissage avec des aides exceptionnelles, mais il faut les pérenniser, au moins sur des secteurs très touchés comme le tourisme et l'hôtellerie.* » On pourrait ajouter le sec-

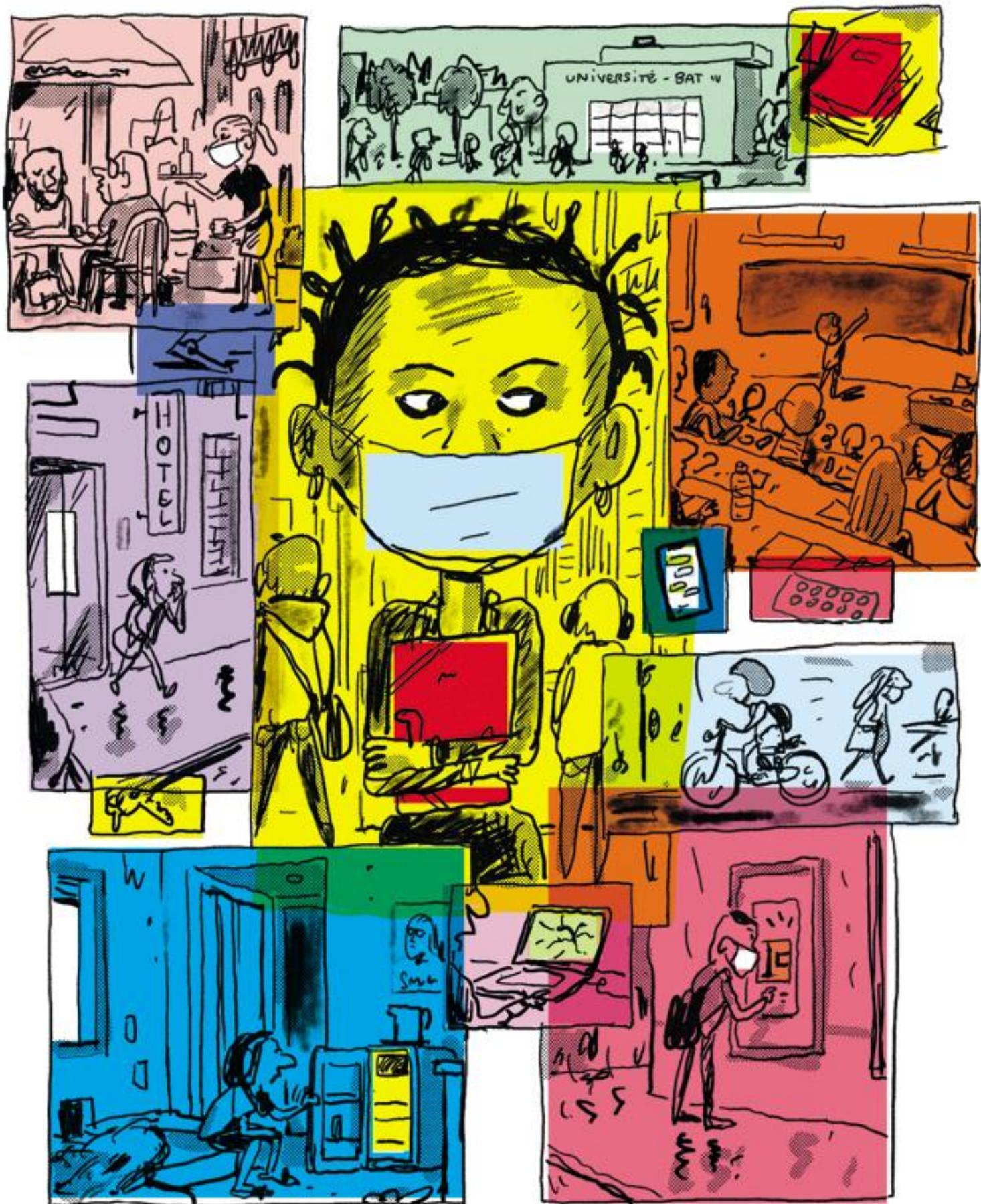
teur aérien. À 23 ans, Isabella Lopes vient de terminer sa formation d'hôtesse de l'air après un lourd investissement financier (2500 euros), personnel (voyages en Angleterre) et intellectuel (un examen d'anglais). « *La conjoncture nous contraint à revoir nos besoins à la baisse* », a répondu Air France à sa demande d'alternance, comme d'autres compagnies aériennes. Faute d'expérience dans les deux ans, son diplôme sera invalidé. « *Je ne suis pas désespérée, j'ose encore y croire... Mais comme tout le monde, j'envisage un plan B.* » Si elle-même n'a pas l'intention de reprendre des études ou de les prolonger, ils sont nombreux à y songer. À l'image de Mathilde Luciani, étudiante en marketing qui avait déniché un stage de fin d'étude chez Boucheron. Il devait débiter le 15 mars... une mauvaise date : « *On avait prévu de se recontacter un mois plus tard mais évidemment, tout a été annulé. Je cherche encore une alternance, malgré l'absence de perspective. Et je vais m'inscrire dans un master classique Sup de Luxe.* »

Sans le savoir, Mathilde suit la stratégie du ministère. « *Nous offrons aux jeunes la possibilité de reporter leurs stages, ou de faire six mois de plus sous statut étudiant pour renforcer leurs compétences* », explique Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, interrogée par *Télérama* 1. « *De façon générale, nous encourageons les prolongations d'études : entamer une licence pro quand on a un bac + 2, un master quand on termine une licence, une sixième année de spécialisation après son diplôme d'ingénieur... L'idée est de ne pas avoir, comme chaque année en septembre, une arrivée massive de diplômés sur le marché du travail.* »

L'arrivée massive cette année, c'est plutôt celle des étudiants dans les amphis, accentuée par le taux exceptionnel de réussite au bac (95,7%). Ce qui pose d'autres problèmes, à commencer par »

Par Michel Bezbakh
Illustrations Mathieu Sapin
pour *Télérama*

Tourisme, hôtellerie, secteur aérien... L'horizon des jeunes se bouche. Pour éviter l'afflux à Pôle emploi, le gouvernement incite à prolonger les études. Mais avec la pénurie de petits boulots et de logements, Amiel, David ou Simon tiendront-ils?



» le logement. «À Angers, on comptait 301 demandes sans réponse début septembre. Beaucoup de jeunes sont à la rue», alerte Paul Mayaux, vice-président en charge des affaires sociales de la Fage, la Fédération des associations générales étudiantes. «Nous avons développé des dispositifs d'hébergement provisoire à Angers, tout comme à Strasbourg et Grenoble, deux autres villes très touchées : nous faisons dormir les jeunes chez des particuliers sur la base de la solidarité.» Si le gouvernement réaffirme son engagement de créer 60 000 logements étudiants sur le quinquennat, 30 000 seulement sont en cours de construction. L'autre moitié est retardée par des problèmes fonciers ou un manque de volonté des maires. Le temps presse. Et une fois un logement trouvé, il reste à en payer le loyer ; ce n'est pas toujours possible sans un job d'appoint. Un peu moins de la moitié des étudiants exerçaient une activité professionnelle avant le confinement – 42 % d'entre eux l'ont vue réduite partiellement, et 14 % définitivement, selon une enquête d'Ipsos commandée par la Fage. Hôtellerie, restauration, commerce, culture : dans tous ces secteurs, on embauche bien moins qu'auparavant.

David Pons, étudiant de 24 ans aux Beaux-Arts de Valence, a perdu ses deux petits boulots, dans un fast-food et un cinéma. Ils constituaient ses seules ressources, en plus d'une bourse de 102 euros. «J'ai été viré comme un malpropre après deux ans à enchaîner les CDD. J'ai donc dû quitter mon appartement et depuis je squatte à droite à gauche. Je n'ai pas retrouvé de travail, le cinéma fonctionne sur des horaires aménagés et n'a plus besoin de contrats courts... Alors je me suis rapproché de Pôle emploi : je devrais pouvoir obtenir quelque chose. Jusqu'à maintenant j'ai vécu grâce à l'argent que j'avais pu mettre de côté, et aux aides exceptionnelles du Crous et de l'école, 600 euros en tout, reçus en deux fois.»

David a refusé l'aide alimentaire proposée par une association. En avril, ce type de recours avait sauvé Amiel de la faim. Après la perte de son travail d'aide à la personne, cette

étudiante congolaise en santé publique à l'université Lyon-II a consacré tout l'argent qu'il lui restait à conserver sa place dans une cité universitaire. «Mon oncle et ma tante sont morts du Covid, j'ai eu du mal à assumer mon loyer et celui de ma sœur Azael, étudiante à Saint-Étienne. Elle a été sauvée de l'expulsion de sa résidence universitaire grâce à Madame Catherine, qui a réglé personnellement ses deux mois de retard.»

Amiel Céleste fait partie des 1878 étudiants qui ont fait appel à Solidarité étudiante, collectif lyonnais cofondé par «Madame Catherine». «J'ai livré des repas à des gamins qui tremblaient de faim parce qu'ils n'avaient pas mangé depuis trois ou quatre jours. C'était d'une violence inouïe», raconte celle qui se nomme Catherine Fillon, et enseigne l'histoire du droit à l'université Lyon-III. Le collectif a cessé son activité faute d'espaces de stockage, mais la situation «ahurissante» que ses bénévoles ont constatée ces derniers mois n'avait rien de passager. En 2015 déjà, l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) estimait que 19,1% des étudiants, toutes sections confondues, vivaient sous le seuil de pauvreté. En novembre 2019, un étudiant lyonnais, Anas, désespéré d'avoir perdu sa bourse, en était arrivé à s'immoler. Autant dire qu'avec la pandémie, la précarité s'est aggravée : dans une enquête Ipsos commandée par la Fage en juillet, 74 % des 18-25 ans déclaraient avoir rencontré des problèmes financiers durant les trois mois précédents. «J'ai été sidérée de voir que les demandes venaient aussi des écoles de commerce, où les frais d'inscriptions sont monstrueux», ajoute Catherine Fillon.

Manger, se loger : des priorités qui rendent presque secondaires les fournitures scolaires. David Pons, l'élève des Beaux-Arts de Valence, confie avoir utilisé la petite bourse censée servir à l'achat de matériel pour subvenir à ses besoins. Comment dans ces conditions s'assurer que les étudiants sont équipés correctement pour suivre les cours à distance ? L'État et les syndicats ne comptent pas de la même manière : alors que le ministère affirme que seuls 2 % des étudiants ont des problèmes de connexion, et que 1,5 % d'entre eux n'ont pas d'ordinateur ², l'Unef, l'un des principaux syndicats étudiants, décale la virgule d'un cran à droite : «En fonction des universités, ce sont 10 à 20 % des étudiants qui n'ont pas le matériel informatique adéquat pour suivre les cours à distance!», assure sa présidente, Mélanie Luce. L'expérience de Catherine Fillon est éloquent : «J'ai vu une étudiante pleurer de soulagement quand je lui ai prêté un ordinateur ; elle avait passé son premier examen sur son téléphone portable.»

Se débrouiller tout seul, et comme on peut : un symptôme de l'isolement des étudiants, vieux problème que les événements récents auront aussi accentué. D'après la Fage, ils sont 69 % à avoir ressenti le besoin de se confier à quelqu'un durant le confinement, et près d'un quart de ceux-là avouent avoir songé au suicide. Julie ³, assistante sociale au Crous, explique qu'«un système d'appels téléphoniques a été mis en place, une fois par semaine, pour rester en contact avec les étudiants qui menaçaient de passer à l'acte». Elle ajoute qu'à la rentrée il était impossible de prendre rendez-vous, par exemple, avec l'une des sept assistantes sociales de l'université de Grenoble : «Tous les créneaux étaient pleins!» À croire que c'est plus simple de trouver un stage... ●

¹ L'intégralité de l'entretien est à lire sur Téléràma.fr.

² D'après un sondage auprès de 74 % des étudiants, avec un taux de réponse de 78 %, selon le ministère l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

³ Le prénom a été changé.

